

Le SCFP **50** un bilan positif

Revue de
l'année 2013



Conseil exécutif national du SCFP de 2013

Président national

1 Paul Moist

Secrétaire-trésorier national

2 Charles Fleury

Vice-présidente et vice-présidents généraux

3 Daniel Légère

4 Lucie Levasseur

5 Fred Hahn

6 Tom Graham

(Kelly Moist lui a succédé en octobre 2013)

7 Barry O'Neill

(Marle Roberts lui a succédé en octobre 2013)

Vice-présidentes et vice-présidents régionaux

Terre-Neuve-et-Labrador

8 Wayne Lucas

Nouvelle-Écosse

9 Danny Cavanagh

Nouveau-Brunswick

10 Sandy Harding

Île-du-Prince-Édouard

11 Lori MacKay

Québec

12 Denis Bolduc

13 Ginette Paul

(Marco Lutfy lui a succédé en juin 2013)

14 Marco Lutfy

Ontario

15 Michael Hurley

16 Candace Rennick

Nord de l'Ontario

17 Henri Giroux

Manitoba

18 Kelly Moist

(Mike Davidson lui a succédé en octobre 2013)

19 Mike Davidson

Saskatchewan

20 Judy Henley

Alberta

21 Marle Roberts

(Don Monroe lui a succédé en octobre 2013)

22 Don Monroe

Colombie-Britannique

23 Mark Hancock

24 Victor Elkins

Vice-présidente et vice-président de la diversité

25 Yolanda McClean

26 Brian Barron

Crédits photo : Lou Arab – p. 25, 26, 27; Josh Berson – p. 4, 12, 29; Mary-Ellen Bertram – p. 1; Murray Bush – p. 9, 13, 17; Michel Chartrand – p. 6, 24; SCFP-C.-B. – p. 16; SCFP national – p. 3; SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador – p. 11; SCFP-Nouvelle-Écosse – p. 16; SCFP-Québec – p. 22; Henry Evans-Trebrinke – p. 24; Apo Hekimhan – p. 4-5; David Jacks – p. 7, 22-23, 24, 26, 28; Wayne Kaufman – p. 27; Agatha Knelsen – page couverture, p. 17, 18; Louise Leblanc – p. 27; Robert Malenfant – p. 8; Nathan Markwart – p. 24; John McCracken – p. 6; Marilyn Mikkelsen – deuxième de couverture, p. 1; Wes Payne – p. 20, 21, 28; Randy Rotheisler – p. 8; Craig Saunders – p. 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10-11, 18-19, 21; Danielle Savoie – p. 6, 25, 26, 27, page arrière; David Scott – p. 19; Janet Szliske – p. 16; Greg Taylor – p. 8, 9; Julie Turmel – p. 16; Mary Unan – p. 25; David Vilder – p. 10; Trevor Weeks – p. 6-7.

ISSN 1916-5102

Le SCFP : un bilan positif est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boulevard Saint-Laurent, Ottawa, Ontario, K1G 0Z7.

©SCFP 2014

Équipe éditoriale : Karin Jordan, Greg Taylor, Philippe Gagnon

Graphisme : Julie Turmel

Adjointes à la rédaction : Hélène Bélanger, Manon Lajoie, Valérie Ménard et Stéphanie Bibeau

Ce rapport est aussi accessible en ligne à SCFP.ca/bilanpositif

Imprimée sur du papier recyclé après consommation sans chlore à 25% certifié Forest Stewardship Council®.

50 ans de progrès



Le 50^e anniversaire de fondation du SCFP nous a permis de nous rappeler tout le progrès réalisé depuis 1963. Nos réussites sont impressionnantes et inspirantes.

Au cours des cinq dernières décennies, nous avons tous ensemble contribué à faire du Canada un meilleur pays. Nos valeurs de justice et d'égalité sont chères à tous les Canadiens. Nos compatriotes partagent aussi notre objectif qui consiste à faire du Canada un pays où les amis, la famille, les voisins et les communautés tout entières prennent soin les uns des autres.

Nous avons toutefois livré des batailles difficiles et d'autres nous attendent. En 2013, des intérêts pro-entreprises ont tout fait pour effacer des décennies de progrès réalisés par les travailleurs. Les immenses baisses d'impôt accordées aux entreprises et les budgets toujours plus maigres ont entraîné une réaction en chaîne. L'écart entre les très riches et les travailleurs continue de s'accroître. Les services publics et les programmes sociaux vitaux s'affaiblissent sous l'effet des

attaques. Et les gouvernements tentent de museler ceux qui, comme le mouvement syndical, souhaitent construire un Canada meilleur.

Les membres du SCFP savent ce qui est en jeu et sont prêts à contre-attaquer avec détermination pour empêcher notre pays d'aller dans la mauvaise direction.

La libre négociation collective, des services publics sur lesquels on peut compter, des soins de santé publics, des salaires équitables et adéquats, des milieux de travail sans danger, la protection contre la discrimination et le harcèlement, des régimes de retraite au travail, voilà autant de gains réalisés par les syndicats pour le bénéfice de tous les Canadiens. Il s'agit d'un héritage imposant que nous devons léguer aux générations futures.

Il appartient d'ailleurs à chacun d'entre nous de protéger ces gains durement acquis et d'aller encore plus loin. Il faut bonifier le Régime de pensions du Canada. Il faut obtenir des hausses salariales pour combler l'écart plus large que jamais entre les Canadiens les plus

riches et les autres, c'est-à-dire nous. Il faut se doter de nouveaux programmes sociaux pour permettre aux travailleurs de prendre soin de leurs enfants ou de leurs parents vieillissants.

L'histoire du SCFP nous enseigne que le changement n'arrive jamais facilement. Unis, les membres du SCFP peuvent toutefois contribuer grandement. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous avons lancé le projet *Ensemble pour un monde plus juste*.

Grâce à ce projet, nous resserrons nos liens avec nos membres et renforcerons notre syndicat. Notre unité nous permettra de mieux nous soutenir les uns les autres. Ensemble, nous pourrons faire progresser l'équité dans nos milieux de travail, nos communautés, notre pays et partout dans le monde.

La dernière année a été porteuse d'espoir à bien des égards. Nous avons tissé des liens avec de jeunes et nouveaux travailleurs lors d'une réunion de stratégie empreinte d'énergie et de positivisme. Nous avons mis à profit nos ressources pour augmenter notre pouvoir de

négociation dans le cadre d'une importante conférence sur les négociations. La solidarité entre le SCFP et ses alliés s'est aussi accrue dans les diverses collectivités du pays.

En 50 ans, nous en avons fait du chemin. Nous pouvons être fiers de notre passé, et ce d'autant plus que les batailles livrées et les leçons apprises nous aideront à affronter les défis qui nous attendent. Le SCFP est plus que prêt à faire face à l'avenir.

A handwritten signature in black ink that reads "Paul Moist".

Paul Moist
Président national

A handwritten signature in black ink that reads "Charles Fleury".

Charles Fleury
Secrétaire-trésorier national

Unis pour un Canada meilleur

Nous sommes déterminés à faire de notre pays un endroit où il fait bon vivre pour nos familles, nos amis et nos voisins.

Les syndicats ont un rôle essentiel à jouer en politique. C'est pourquoi le SCFP veille à ce que les préoccupations des travailleurs soient entendues par les divers gouvernements. Par nos campagnes et nos revendications, nous défendons la justice partout au Canada et ailleurs dans le monde.

En 2013, les syndicats et leurs alliés ont fait l'objet d'attaques sans précédent pour limiter leur droit de s'impliquer activement dans la vie démocratique canadienne. Le gouvernement fédéral a continué à soutenir des projets de loi d'initiative parlementaire destinés à réduire les syndicats au silence et à empêcher nos membres et nos alliés de s'opposer aux politiques qui nuisent aux travailleurs et aux communautés dans lesquelles ils vivent. Certains gouvernements provinciaux, dont l'Alberta et la Saskatchewan, ont

emboîté le pas en adoptant des lois empêchant nos membres d'obtenir des conventions collectives équitables ou de faire la grève.

Le SCFP s'oppose à ces mesures qui bafouent les droits de tous les travailleurs. Lobbying, contestations judiciaires, manifestations et campagnes de recrutement, tous les moyens sont bons pour repousser ces attaques. Mais surtout, grâce à notre projet

**ensemble
POUR UN
MONDE
PLUS JUSTE**

ensemblepourunmondeplusjuste.ca



Ensemble pour un monde plus juste, nous rassemblons et sensibilisons les membres du SCFP, et, ce faisant, nous renforçons notre mouvement.

Renforcer notre syndicat

Ensemble pour un monde plus juste est un projet national du SCFP qui vise à rejoindre nos membres et à entamer un dialogue avec chacun d'entre eux. Nous favoriserons ainsi une plus grande participation des membres à l'ensemble de nos activités, consoliderons notre base et augmenterons d'autant la force de notre syndicat.

D'ailleurs, les syndicats de tout le pays renouvellent leurs effectifs et stimulent le dynamisme de leurs membres. Dans le cadre de son propre projet *Ensemble pour un monde plus juste*, le Congrès du travail du Canada fournit des ressources aux syndicats affiliés afin qu'ils rejoignent leurs membres et leur fassent valoir le bien-fondé des valeurs syndicales ainsi que le rôle crucial joué par les syndicats dans notre société.

La participation au projet *Ensemble pour un monde plus juste* du SCFP est extrêmement encourageante. Des séances de formation ont eu lieu dans toutes les régions du pays. Chaque jour, de nouvelles sections locales s'engagent dans l'aventure. La campagne *Tous debout pour l'équité* du SCFP-Ontario a servi de projet-pilote. Depuis le début de la campagne ontarienne, plus de 600 sections

locales ont participé à la formation destinée aux dirigeants locaux et des conversations porteuses ont été entreprises avec les membres.

Dans les Maritimes, des séances de formation des dirigeants locaux ont eu lieu dans chaque région du Nouveau-Brunswick. À l'Île-du-Prince-Édouard, des membres de tous les secteurs du SCFP ont reçu une formation et les communicateurs sont prêts à entrer en action. *Ensemble pour un monde plus juste* se déploie aussi en Alberta. Les militants ont été formés et la participation des membres est importante.

De meilleurs régimes de retraite publics

En 2013, le SCFP a continué à réclamer avec force la bonification du Régime de pensions du Canada (RPC) et du Régime des rentes du Québec (RRQ). En participant à la campagne du CTC *La sécurité à la retraite pour tous*, nous avons interpellé le gouvernement fédéral et les premiers ministres provinciaux afin qu'ils mettent en œuvre cette nécessaire réforme des régimes de retraite. Malgré un consensus provincial et territorial grandissant, malgré les faits présentés par des experts en régimes de retraite et malgré l'immense appui de la population, le gouvernement conservateur à Ottawa continue de s'opposer à la bonification du RPC.

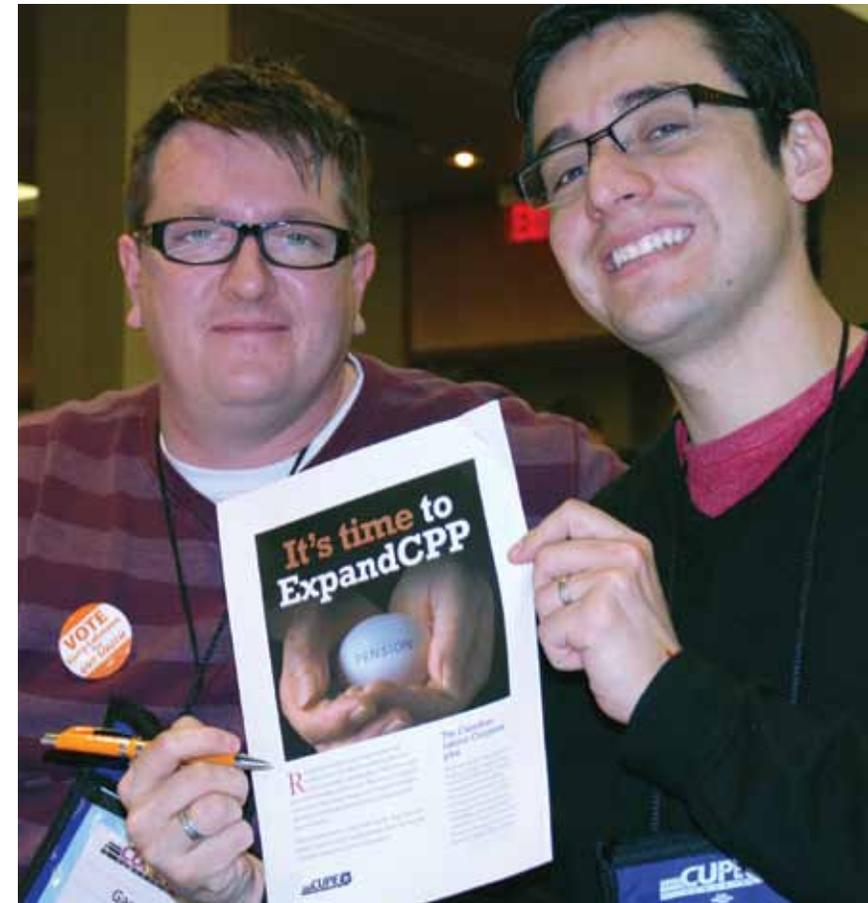
En mars, le SCFP-Québec a intensifié sa lutte pour la sécurité à la retraite. Il a lancé le site *cestnotreretraite.com*. La campagne de publicité en ligne et à la télévision vise à augmenter l'appui des Québécois à l'amélioration du RRQ.

Notre syndicat a aussi défendu les régimes de retraite d'employeur qui sont menacés. Au Québec, le SCFP a contesté les conclusions du rapport D'Amours, un rapport remis au gouvernement provincial qui préconise des changements radicaux aux régimes de retraite. Le SCFP-Québec a en effet fourni des exemples de sections locales qui ont réussi à assurer la viabilité de leurs régimes de retraite par la négociation.

En décembre, le SCFP a déposé une plainte devant la Commission du travail et de l'emploi du Nouveau-Brunswick pour contester les changements imposés au plus important régime de retraite public de la province. Les modifications visent à convertir le régime à prestations déterminées en un modèle qui transfère le risque aux retraités actuels et futurs. Le SCFP contestera les changements devant les tribunaux, car ils enfreignent la *Charte canadienne des droits et libertés*. Les sections locales du SCFP qui participent au régime invitent le gouvernement provincial à négocier au lieu de légiférer pour imposer des changements qui affecteront leurs 4000 membres.

En Alberta, le gouvernement a proposé une loi qui modifiera unilatéralement le régime de retraite provincial (Local Authorities Pension Plan ou LAPP), une mesure qui touchera près de 27 000 membres du SCFP. Le SCFP s'est allié à d'autres syndicats du secteur public et à la Fédération du travail de l'Alberta pour contester les changements proposés et faire valoir les mérites d'une gouvernance mixte du LAPP.

À Terre-Neuve-et-Labrador, sept sections locales du secteur municipal luttent contre des compressions radicales imposées à leur régime de retraite appelé TRIO. En effet, les membres du conseil d'administration du régime ont unilatéralement décidé de modifier la formule de calcul des prestations de retraite. Les sections locales du SCFP font pression sur les conseils municipaux des sept localités et collaborent avec les administrateurs du régime pour trouver des solutions de rechange.





Notre action politique

En 2013, une délégation du SCFP a participé activement au congrès du Nouveau Parti démocratique, tenu en avril à Montréal. Nous avons collaboré avec le caucus syndical pour faire adopter des résolutions affirmant que le NPD défendra notre droit à la libre négociation et notre droit de grève. Les délégués au congrès ont aussi réaffirmé l'engagement du NPD à protéger les services publics et à s'opposer aux accords de commerce qui font passer les intérêts des grandes entreprises avant la démocratie locale et la prestation publique des services.

Les membres du SCFP ont travaillé bénévolement pour le NPD dans plusieurs élections partielles fédérales et provinciales, ainsi qu'aux élections provinciales tenues

en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse. En Ontario, des membres du SCFP étaient sur le terrain pour organiser l'élection partielle provinciale de London West, qui s'est conclue par une victoire historique pour le NPD. Peggy Sattler est la première néo-démocrate à représenter cette circonscription.

Le SCFP peut être fier du travail qu'il fait pour le NPD, car il est primordial qu'une voix forte représentant les travailleurs se fasse entendre à toutes les élections.

En Colombie-Britannique, l'élection de l'ancienne présidente nationale du SCFP, Judy Darcy, et la réélection de l'ancienne conseillère à la recherche, Kathy Corrigan, ont été de belles victoires. Le SCFP-Colombie-Britannique ne s'est pas arrêté

là. Son militantisme politique a en effet aidé à faire élire des candidats progressistes dans plusieurs élections partielles municipales résultant des élections provinciales.

Au Manitoba, nos revendications et notre travail d'organisation politique ont contribué à l'entrée en vigueur d'une importante loi en septembre dernier. En vertu de cette loi, les PPP sont maintenant soumis à une plus grande reddition de comptes. La divulgation d'informations détaillées et la tenue de consultations publiques sur les projets en PPP sont maintenant obligatoires. Le député provincial de Winnipeg, Dave Gaudreau, a piloté cette initiative. Il était membre de la section locale 500 avant son élection en 2011.

Le SCFP a aussi joué un rôle actif lors des campagnes électorales municipales. En Alberta, des retraités et des membres actuels du personnel du SCFP ont été réélus à Acme et à Red Deer. Des membres et des membres à la retraite ont aussi été élus à Edmonton et à Crowsnest Pass. Six candidats appuyés par le SCFP l'ont également emporté. Au Québec, un président de section locale du SCFP est maintenant maire de Sept-Îles. À Terre-Neuve-et-Labrador, des membres du SCFP ont été élus conseillers à Port-aux-Basques, Rocky Harbour et Norris Point.

Le SCFP a fait connaître ses positions à plus de 2000 élus municipaux lors de la conférence annuelle de la Fédération canadienne des municipalités, tenue à Vancouver fin mai. De nombreux délégués se sont arrêtés à notre kiosque et nous avons organisé un forum sur l'importance du financement des infrastructures dans une perspective de développement économique local et communautaire.



Lors de la conférence annuelle de l'Association canadienne des bibliothèques tenue en mai, notre travail visant à renforcer les relations avec nos employeurs s'est poursuivi. Les coprésidentes du Comité national sur les bibliothèques ont participé à une discussion d'experts sur le rôle des syndicats dans le secteur des bibliothèques. Le SCFP a aussi commandité le discours principal.

Les droits des travailleurs sont des droits fondamentaux

Le SCFP participe à la contestation judiciaire de la loi 115 en Ontario. Le gouvernement provincial libéral s'est servi de la loi, maintenant abrogée, pour mettre fin aux négociations collectives, imposer des conditions et interdire les grèves

dans le secteur de l'éducation. Près de 55 000 membres du SCFP ont été touchés. Le SCFP continuera à s'opposer à tout gouvernement qui méprisera les droits fondamentaux des travailleurs.

Le SCFP est aussi impliqué dans une importante cause qui sera entendue par la Cour suprême du Canada en 2014. La contestation

concerne la loi sur les services essentiels imposée par le gouvernement de la Saskatchewan. Cette loi injuste accorde au gouvernement le pouvoir unilatéral de déclarer « essentiels » de nombreux services publics, empêchant ainsi les travailleurs de faire la grève. La cour devra décider si le droit de grève est protégé par la *Charte canadienne des droits et libertés*.





La lutte contre les compressions à l'assurance-emploi

Nos membres ont protesté en grand nombre contre les compressions à l'assurance-emploi imposées par les conservateurs de Stephen Harper. Notre opposition s'est fait particulièrement sentir au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Québec, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador. Dans les Maritimes, le SCFP est un chef de file de la campagne contre les compressions à l'assurance-emploi. Le jour de la Saint-Valentin, des représentants de la Coalition de l'Île-du-Prince-Édouard pour une assurance-emploi équitable ont remis une carte à la ministre conservatrice Gail Shea. Ils lui ont demandé d'avoir du cœur et d'annuler les changements à l'assurance-emploi.

Au Québec, des milliers de personnes ont pris part à des manifestations tenues partout dans la province en février. Une vaste coalition contre les compressions à l'assurance-emploi a uni syndicats, organisations municipales et provinciales, producteurs agricoles, groupes ruraux, groupes de chômeurs et d'autres citoyens dans la lutte contre les mesures imposées par les conservateurs fédéraux.

La protection des passagers aériens

Le SCFP conteste la décision du gouvernement conservateur qui a pour effet d'exempter certaines compagnies aériennes du ratio d'un agent de bord pour 40 passagers à bord des appareils canadiens. Avec le nouveau ratio d'un agent de bord pour 50 passagers, il y aura moins de personnel à bord pour aider en cas d'urgence.

La campagne du SCFP sur le transport aérien comprend une pétition qui a déjà recueilli plus de 13 000 signatures, des activités de lobbying, un blitz de publicité et un sondage. En une seule semaine, 1500 personnes ont envoyé une lettre à leur député par l'entremise de scfp.ca pour protester contre ces dangereuses réductions de personnel. Le SCFP a aussi entrepris une contestation judiciaire contre l'exemption accordée par Transports Canada à Sunwing. Les 1000 agents de bord de ce transporteur sont membres du SCFP.



Susciter des appuis pour les services de garde

Le SCFP est l'un des principaux contributeurs à la populaire campagne *Repensons les services de garde*. Dix syndicats, leurs alliés des mouvements de garde à l'enfance et des associations étudiantes ont uni leurs efforts pour que l'enjeu devienne incontournable aux prochaines élections fédérales. La campagne réunit les gens dans le cadre d'« assemblées de cuisine » où ils racontent comment ils sont parvenus à trouver des services de garde à coût abordable. Le SCFP a tenu plus de 50 de ces activités et a joint des milliers de membres du SCFP. Une quinzaine de vidéos de personnes racontant leur histoire ont aussi été tournées. Ces témoignages aident les gens à se rendre compte que la garde à l'enfance n'est pas un problème individuel, en plus d'ajouter à la pression exercée sur le gouvernement.

Un sondage commandé par le SCFP a révélé que 87 pour cent des Néo-Écossais croient qu'il est important que les gouvernements aident les familles à répondre à leurs besoins en matière de garderies. Le sondage, rendu public pendant la Semaine internationale des femmes, confirme que des services de garde à coût abordable sont essentiels à l'égalité des femmes. En outre, les trois quarts des répondants estimaient que les éducatrices n'étaient pas assez payées pour leur travail et leur niveau de responsabilité.

La campagne de porte-à-porte en faveur de l'assurance-maladie

Cet automne, le SCFP a fait du porte-à-porte dans trois comtés fédéraux détenus par des députés conservateurs pour faire comprendre l'importance de l'assurance-maladie. Avec le Conseil des Canadiens et les membres de notre Syndicat des employés d'hôpitaux

était d'attirer l'attention du public sur les effets des compressions imposées par les conservateurs fédéraux sur les soins de santé. Des ateliers, des assemblées publiques et des activités de porte-à-porte se sont déroulés presque quotidiennement. Les militants ont distribué 30 000 accroche-portes et dépliants. Des milliers de conversations ont eu lieu sur le pas de la porte, ce qui a permis de recueillir

SCFP, se poursuivra jusqu'aux prochaines élections fédérales.

Unis contre la discrimination

Les défenseurs de l'égalité avaient toutes les raisons d'être fiers des délégués présents au congrès national du SCFP. Ces derniers ont en effet voté en faveur de la création du Prix Ed-Blackman pour

Autre moment de fierté, Susan Shiner, membre de la section locale 3017 du SCFP, a été parmi les cinq femmes qui ont reçu cette année les Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne ». La consœur Shiner est une militante de longue date pour les droits des femmes au syndicat, au NPD et dans sa communauté de Terre-Neuve-et-Labrador.



en Colombie-Britannique, nous avons mis à l'essai cette approche directe dans le cadre de notre campagne en faveur d'un meilleur financement fédéral des soins de santé et de la conclusion d'un nouvel accord avec les provinces.

L'opération visait les circonscriptions d'Egmont à l'Île-du-Prince-Édouard et celles de Vancouver Island North et de Kamloops en Colombie-Britannique. L'objectif

des signatures pour les cartes postales destinées aux députés.

En 2013, le SCFP a aussi tenu des ateliers dans la grande majorité des provinces sur le renouvellement de l'Accord sur la santé, ainsi que des séances de formation sur le lobbying auprès des élus fédéraux et provinciaux. La *Campagne pour protéger, renforcer et bonifier l'assurance-maladie*, un projet pluriannuel du

travailleurs de couleur. Le prix rend hommage aux militants qui veulent mettre fin au racisme, promouvoir la diversité et faire progresser l'égalité et la justice sociale pour toutes les personnes racisées. Ed Blackman, ancien président de la section locale 500 du SCFP et ancien vice-président général au Conseil exécutif national, était un syndicaliste engagé et a été l'un des membres fondateurs du Comité national arc-en-ciel du SCFP.

Les membres du personnel du Service de l'égalité ont dressé les profils démographiques des membres du SCFP qui sont mal payés. Ils ont ainsi accru la sensibilisation aux problèmes de la précarité d'emploi et des groupes en quête d'égalité. Ces profils s'inscrivent dans un projet d'étude plus large sur les effets du travail précaire pour les femmes, en particulier celles qui sont marginalisées, comme les femmes racisées, autochtones, handicapées et LGBTTI.

Le SFCP a aussi poursuivi sa campagne *Solidaire et capables* sur les droits dont bénéficient les personnes handicapées dans le cadre de leur travail. La Direction du développement syndical a aussi mis à l'essai son nouvel atelier sur l'obligation d'accommodement destiné aux membres.

La solidarité avec les peuples autochtones

La campagne du SFCP *Assez, c'est assez* a mis en évidence le gouffre qui sépare les Premières Nations des autres communautés en ce qui a trait à l'accès à l'eau potable au Canada. Menée en partenariat avec l'Assemblée des Premières Nations et la Safe Drinking Water Foundation (Fondation pour une eau

potable salubre), la campagne appuie le droit de tous les peuples autochtones de contrôler leurs ressources en eau. L'affiche et la pétition conçues pour cette campagne ont été présentées aux congrès des divisions.

Les travailleurs de la Ville de Nanaimo collaborent avec leurs voisins de la Première Nation Snuneymuxw dans le dossier de

l'eau. Grâce à un programme de mentorat innovateur, les travailleurs de la Première Nation accumulent connaissances et expérience en entretien des systèmes d'eau en suivant et en observant les travailleurs des eaux de la section locale 401 du SFCP.

Le 4 octobre, le SFCP s'est joint à l'Association canadienne des femmes autochtones et a participé aux veillées des Sœurs par l'esprit. Ces veillées sont organisées pour commémorer les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, mais aussi pour exiger que justice soit rendue et que la violence s'arrête. Au Manitoba, le SFCP et la régie de la santé d'Opaskwayak ont organisé une veillée émouvante à l'endroit où Helen Betty Osborne a été tuée à The Pas en 1974. Le SFCP a aussi appuyé Tears 4 Justice (Des larmes pour la justice), une marche organisée d'un bout à l'autre

du pays pour sensibiliser les gens à la violence contre les femmes et les enfants.

Les membres du SFCP de tout le pays ont participé aux activités d'Idle No More, un mouvement communautaire qui exige le respect des traités signés avec les Autochtones. En janvier, le Conseil autochtone du SFCP-Manitoba a été invité à prendre la parole à la plus importante manifestation d'Idle No More, organisée à Winnipeg. La solidarité avec le mouvement s'est aussi exprimée au congrès national avec l'adoption d'une résolution d'appui aux manifestations de la Première Nation Elsipogtog qui lutte contre la fracturation hydraulique et pour un moratoire sur la fracturation sur ses territoires traditionnels.

En juillet, des membres du SFCP ont de nouveau participé aux journées « Retour à Batoche »



organisées par la Nation métisse de la Saskatchewan. Cet événement annuel célèbre la culture et l'histoire des Métis. Le SCFP national était l'un des commanditaires de l'événement. Les participants ont aussi pu visiter le kiosque du SCFP.

À la défense de l'égalité

En novembre, le SCFP a célébré une victoire historique pour les droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, transsexuels et intersexués (LGBTTI) au Canada. En effet, Audrey Gauthier a été élue présidente de la section locale 4041 du SCFP, qui représente les agents de bord d'Air Transat basés à Montréal. Elle est ainsi devenue la première personne transgenre élue à la présidence d'une section locale au Canada.

Le SCFP a aussi poursuivi ses efforts en faveur de la dénonciation et de la fin de la transphobie. Le Service de l'égalité a mis au point un nouvel exposé numérique sur le harcèlement et la discrimination que subissent les membres transgenres et transsexuels au travail et en matière d'accès aux soins de santé. Une délégation de membres a présenté l'exposé à la conférence sur les droits de la personne des Outgames d'Anvers en août.

Au Manitoba, le SCFP a appuyé le projet de loi 18, une nouvelle loi contre l'intimidation qui permet aux jeunes LGBTTI d'avoir accès à un endroit sécuritaire à l'école. Les membres du SCFP ont participé à une manifestation d'appui au projet de loi 18 le 16 mai, en plus de le défendre en comité parlementaire en septembre.





La solidarité sans frontières

Après le typhon dévastateur qui a frappé les Philippines en novembre, le SCFP a appuyé les efforts de secours et de reconstruction sur le terrain. Le SCFP a remis 25 000 dollars à Oxfam Canada et 5000 dollars à COURAGE, notre syndicat partenaire aux Philippines. Le SCFP-Colombie-Britannique a aussi donné 10 000 dollars à COURAGE.

Le SCFP est toujours membre actif de l'Internationale des services publics (ISP), une fédération syndicale mondiale qui compte 20 millions de membres. Cette année, nous avons collaboré, par l'entremise de l'ISP, avec des syndicats du secteur public du monde entier dans des dossiers relatifs au commerce, aux régimes de retraite, à la fiscalité équitable et à la justice en matière d'eau. Le SCFP a aussi été l'hôte de la rencontre qui a regroupé les syndicats canadiens affiliés à l'ISP en février.

Le Fonds justice mondiale du SCFP soutient présentement neuf projets

entrepris en Colombie, au Honduras, au Nicaragua, à Cuba, en Birmanie et aux Philippines. Les divisions du SCFP de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador financent un projet qui a permis de tisser des liens entre leurs membres et les travailleurs des eaux colombiens qui luttent contre la privatisation. La présidente du syndicat colombien des travailleurs des eaux SINTRACUAVALLE, Margarita Lopez, a pris la parole aux congrès des divisions de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve (voir photo ci-haut).

Cette année, le SCFP a aussi été représenté au sein de différentes délégations d'observation, de défense et de solidarité touchant de nombreux enjeux importants, dont l'extraction minière au Mexique, la solidarité entre travailleurs et les droits syndicaux en Colombie, l'assassinat et la persécution de travailleurs du secteur public aux Philippines, l'observation des élections au Honduras et l'examen du bilan du Canada en matière d'accès à l'eau aux Nations Unies.

Au congrès national, les membres du SCFP ont échangé avec des syndicats et des mouvements sociaux internationaux grâce à la présence d'invités d'Afrique du Sud, des Philippines, du Honduras, du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'ISP.

Après le congrès, le président de COURAGE, Ferdinand Gaité, a rencontré des membres du SCFP et de la communauté immigrante philippine à Montréal, Ottawa, Winnipeg et Vancouver. À la fin de novembre, le SCFP a aussi été un des deux commanditaires de la tournée de la militante syndicale Kalpona Akter du Centre de solidarité des travailleurs du Bangladesh. Cette tournée visait à recueillir des appuis pour les travailleuses et travailleurs du vêtement bangladais, dans la foulée de l'effondrement de l'édifice de la Rana Plaza. Survenue cette année, cette tragédie aurait pu être évitée.

En 2013, le SCFP a aussi appuyé les luttes de travailleurs pour la libre négociation collective et les droits syndicaux au Brésil, en Corée et en Turquie, en plus d'exiger la libération des activistes canadiens Tarek Loubani et John Greyson, emprisonnés en Égypte. Le SCFP a aussi appuyé deux étudiants nigériens de l'Université de Regina menacés d'expulsion parce qu'ils ont travaillé à l'extérieur du campus sans permis de travail.

Actions collectives, gains collectifs



Ensemble, nous avons fait des gains à la table de négociations qui ont changé notre société.



Le climat dans lequel nous négocions demeure difficile. Les gouvernements et les employeurs invoquent la récession et la lente reprise pour imposer des concessions et exiger des concessions. Le travail précaire et à temps partiel augmente. Heureusement, les membres du SCFP restent déterminés, car ils savent que de bons emplois correctement payés et de bons services publics sont essentiels à la reprise économique.

Une vision d'avenir pour de meilleures négociations

En février, plus de 1000 membres du SCFP se sont réunis à Ottawa dans le cadre de notre toute première Conférence nationale sur les négociations. Sous le thème *Vision d'avenir, négociations fructueuses*, les membres, le personnel, les militants et les dirigeants de tout le pays ont

passé quatre jours à échanger des stratégies et à apprendre les uns des autres sur les meilleurs moyens à prendre pour relever les nouveaux défis en matière de négociation.

C'est à cette conférence que l'idée de la campagne *Ensemble pour un monde plus juste* a germé et pris racine. La vision qui en est ressortie, celle d'un syndicat libre de faire avancer les buts collectifs fixés par ses membres, souligne l'importance de tenir des conversations avec chacun de nos membres sur le rôle que jouent les syndicats, que ce soit au travail ou dans la société.

À notre congrès national, les délégués ont aussi franchi une étape historique dans le renforcement de notre pouvoir de négociation en créant un nouveau Conseil national des secteurs. Ce conseil rassemblera les leaders des différents secteurs et permettra la tenue de discussions stratégiques

sur les moyens à prendre pour relever les défis rencontrés à la table de négociations et faire progresser les droits des travailleurs.

La négociation collective, ça marche

En 2013, les sections locales du SCFP ont conclu 365 conventions collectives. De plus, 1532 conventions collectives sont en négociation et la négociation de 589 autres conventions s'amorcera en 2014. Certaines sections locales ont réussi des percées historiques, pendant que d'autres ont tout simplement maintenu les acquis à l'issue d'après négociations.

Voici quelques faits saillants :

Après plus d'un an sans contrat de travail et quatre ans sans augmentation de salaire, les 27 000 travailleurs de l'éducation

du SCFP-Colombie-Britannique ont conclu en septembre une entente-cadre provinciale de deux ans. La convention, qui ne comporte aucune concession, prévoit une hausse salariale de 3,5 pour cent et une assurance pour les médicaments d'ordonnance. Une campagne pour éviter la grève a permis d'accroître la visibilité des travailleurs de l'éducation et à susciter l'appui de la population. La campagne faisait ressortir tout ce que les travailleurs de l'éducation font pour que les écoles soient propres, sécuritaires et accueillantes.

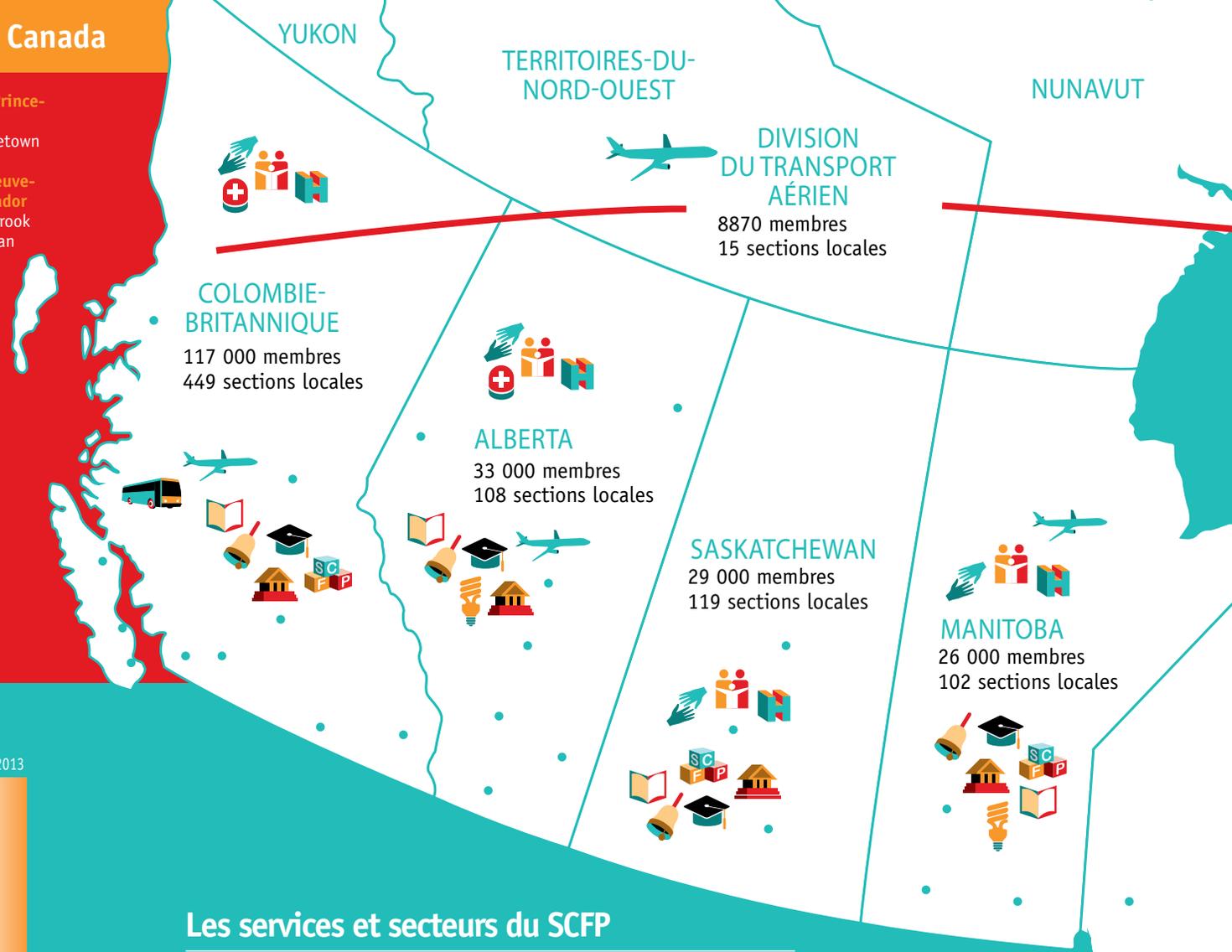
Le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario du SCFP (CSHO-SCFP) a négocié une clause historique sur la gestion des absences dans sa nouvelle convention provinciale. L'une des grandes priorités de près de 25 000 travailleurs d'hôpitaux était d'empêcher l'employeur de

harceler le personnel de première ligne qui prenait des congés de maladie légitimes. En vertu de la nouvelle convention, les congés pris pour une maladie chronique ou un événement catastrophique ne seront pas soustraits de la banque des travailleurs. Le CSHO-SCFP est le premier syndicat au Canada à négocier une telle disposition. L'entente de quatre ans va à l'encontre de la tendance aux gels salariaux dans le secteur public et garantit la sécurité d'emploi, tout cela alors que le secteur hospitalier en Ontario est en pleine restructuration.

La très grande majorité des agents de bord de Sunwing, membres de la section locale 4055 du SCFP, ont voté en faveur d'une première convention collective qui comprend un régime de retraite, une bonification des congés de maladie et d'importantes augmentations de salaire. Grâce

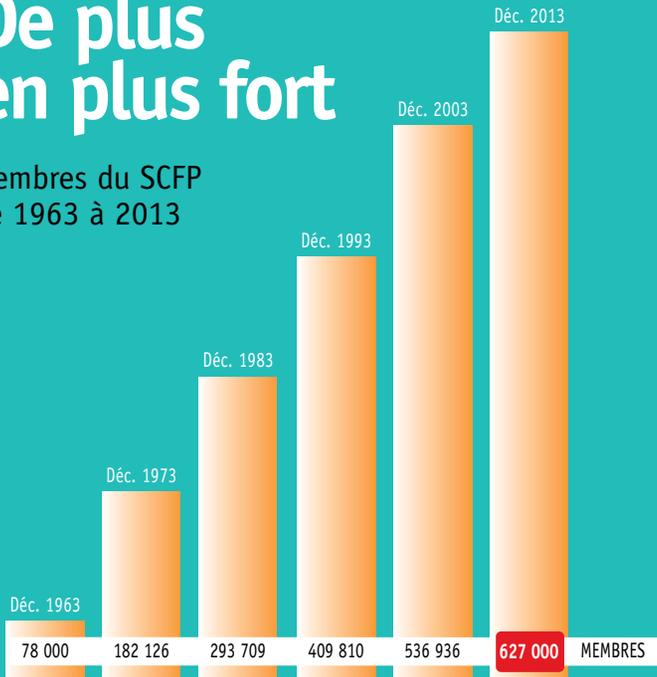
Les bureaux du SCFP à travers le Canada

- | | | | |
|--|---|---|---|
| Colombie-Britannique
Abbotsford
Courtenay
Cranbrook
Kelowna
Nanaimo
Prince George
Terrace
Trail
Victoria | Manitoba
Brandon
Dauphin
Winnipeg | Québec
Baie-Comeau
Gatineau
Jonquière
Montréal
Québec
Rimouski
Rouyn-Noranda
Sept-Îles
Sherbrooke
Trois-Rivières | Île-du-Prince-Édouard
Charlottetown |
| Alberta
Calgary
Edmonton
Fort McMurray
Grande Prairie
Lethbridge
Medicine Hat
Red Deer | Ontario
Barrie
Cornwall
Hamilton
Kenora
Kingston
Kitchener
London
Markham
Mississauga
North Bay
Oshawa
Ottawa
Pembroke
Peterborough
Sault Ste-Marie
St. Catharines
Sudbury
Thunder Bay
Timmins
Windsor | Terre-Neuve-et-Labrador
Corner Brook
Saint-Jean | Nouveau-Brunswick
Beresford
Dalhousie
Dieppe
Edmundston
Fredericton
Saint-Jean |
| Saskatchewan
Prince Albert
Regina
Saskatoon | Nouvelle-Écosse
Dartmouth
New Glasgow
Sydney
Yarmouth | | |



De plus en plus fort

Membres du SCFP de 1963 à 2013



Les services et secteurs du SCFP

- | | | | | | |
|--|------------------------------------|--|-----------------------|--|---------------------------------------|
| | Transport aérien | | Routes et autoroutes | | Éducation postsecondaire |
| | Garderies | | Hôpitaux | | Sociétés d'État et organismes publics |
| | Communications | | Logement | | Transports en commun |
| | Services sociaux et communautaires | | Bibliothèques | | Conseils et commissions scolaires |
| | Services d'urgence | | Soins de longue durée | | Services publics |
| | | | Municipalités | | |

Le SCFP d'un océan à l'autre

Le SCFP compte plus de **627 000 membres** répartis dans **2363 sections locales** à travers le Canada.

1 travailleur sur 28 est membre du SCFP.

1 Canadien sur 56 est membre du SCFP.

En 2013, les membres du SCFP ont versé **4,2 milliards de dollars** en impôts sur le revenu, **2 milliards de dollars** en taxes de vente et plus de **800 millions de dollars** en impôts fonciers.

ONTARIO
249 000 membres
708 sections locales

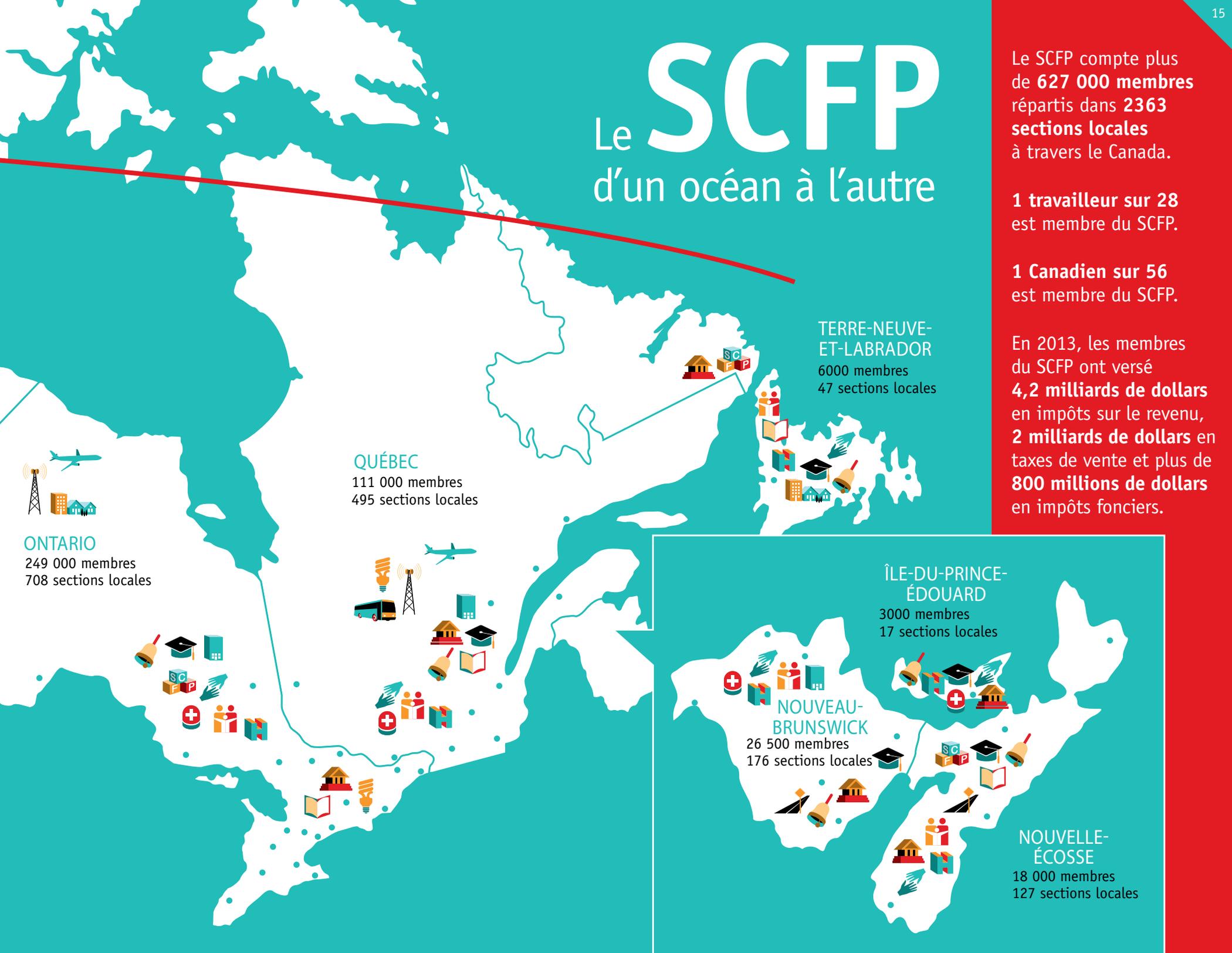
QUÉBEC
111 000 membres
495 sections locales

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
6000 membres
47 sections locales

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
3000 membres
17 sections locales

NOUVEAU-BRUNSWICK
26 500 membres
176 sections locales

NOUVELLE-ÉCOSSE
18 000 membres
127 sections locales





Les employés du conseil scolaire régional d'Annapolis Valley, membres de la section locale 3876 du SCFP, ont signé une entente de trois ans, comprenant une hausse salariale de 7,5 pour cent et d'autres améliorations. L'entente a été conclue dans le cadre du processus de négociations coordonnées pour les sept sections locales de conseils scolaires de la province (voir photo ci-bas).

Les travailleurs de la bibliothèque publique de Saskatoon ont conclu une convention collective qui prévoit une augmentation de deux dollars l'heure pour les commis de bibliothèque. Ils gagnaient à peine plus que le salaire minimum avant l'entente. Les 250 membres de la section locale 2669 du SCFP ont mené une campagne de trois ans avec des activités créatives comme des séances de lecture aux réunions du conseil. Les travailleurs ont bénéficié d'un solide appui de la population tout au long de la campagne.

Les cols bleus de Québec négocient face à un maire hostile qui réclame d'importantes concessions au chapitre des salaires et du régime de retraite. Le maire a lancé des attaques pernicieuses

contre les 1100 membres de la section locale 1638 du SCFP pendant la récente campagne électorale. Il a également tenté de contourner le processus de négociations en demandant à la province d'imposer des changements au régime de retraite. Une immense manifestation a eu lieu pendant le congrès national du SCFP en soutien à la section locale. Les manifestants ont demandé à la Ville de négocier de bonne foi une nouvelle convention collective. Le contrat de travail des membres a pris fin il y a trois ans.

Se tenir debout pour la justice

À notre congrès national, les délégués ont voté en faveur d'une augmentation des indemnités de grève. Elles passeront à 300 dollars par semaine, une première hausse depuis 1997. Les délégués ont aussi bonifié la politique du SCFP contre les concessions à la table de négociations. Avec une caisse de grève de 70 millions de dollars, le SCFP dispose des ressources financières nécessaires pour soutenir les demandes des membres en toutes circonstances, y compris la grève.



à ces gains, les agents de bord sont maintenant à égalité avec ceux de toutes les autres grandes compagnies aériennes du pays.

Les sections locales 1500, 2000, 4250, 4785 et 9867 du SCFP regroupant des employés d'Hydro-Québec ont fait front commun pour négocier avec succès une nouvelle convention collective. Les membres de ces sections locales ont tous voté en faveur de l'entente en novembre.



En 2013, le SCFP a financé 26 campagnes pour éviter la grève, pour un coût total de 1,86 million de dollars. En tout, 32 sections locales ont tenu des votes de grève. Huit ont fait la grève ou ont été mises en lock-out et ont dû ériger des piquets de grève pour exiger équité et justice.

Les travailleurs qui entretiennent les terrains et parcours du Quilchena Golf and Country Club de Richmond en Colombie-Britannique, ont été mis en lock-out le 4 février. Après 99 jours, les 19 travailleurs de la section locale 4964 du SCFP ont conclu une entente et obtenu de meilleures protections relatives au travail effectué par les membres de leur unité de négociation.

Les membres de la section locale 389 du SCFP qui travaillent au North Shore Winter Club de North Vancouver ont été lockoutés le 3 mai. Les 16 employés ont rejeté l'offre finale de la direction. Elle excluait toute hausse salariale et exigeait une réduction des congés de maladie, des congés annuels et des heures de travail. Le lock-out a pris fin après plus de sept mois, avec une entente sans concession qui incluait une augmentation salariale de cinq pour cent. Les membres ont ratifié la convention la veille de Noël.

Le 4 avril, les sept membres de la section locale 5051 du SCFP, employés du Club Optimiste de Laflèche, ont été mis en lock-out même s'ils avaient signé un accord de principe pour une première



ve illégale des 14 000 travailleurs des hôpitaux de l'Ontario. Les leaders et

convention collective. Le Club offre des services à la Société de l'assurance automobile du Québec. Les membres ont ensuite déclenché la grève le 15 avril pour appuyer leurs demandes et sont rentrés au travail le 22 avril avec en poche une convention collective qui réglait leurs problèmes d'horaires de travail.

En septembre, les membres de la section locale 1393 du SCFP ont

fait la grève pendant plus d'un mois pour défendre le droit à une éducation de qualité et l'équité salariale. Les 270 membres du personnel des métiers spécialisés, techniques et professionnels de l'Université de Windsor ont résisté aux demandes de l'employeur qui exigeait la fin de leur système d'évaluation conjointe des emplois et des changements unilatéraux à leurs droits en matière d'ancienneté. La campagne positive que la

section locale 1393 a menée avec détermination, a permis de tisser des liens avec les étudiants, les professeurs et la communauté.

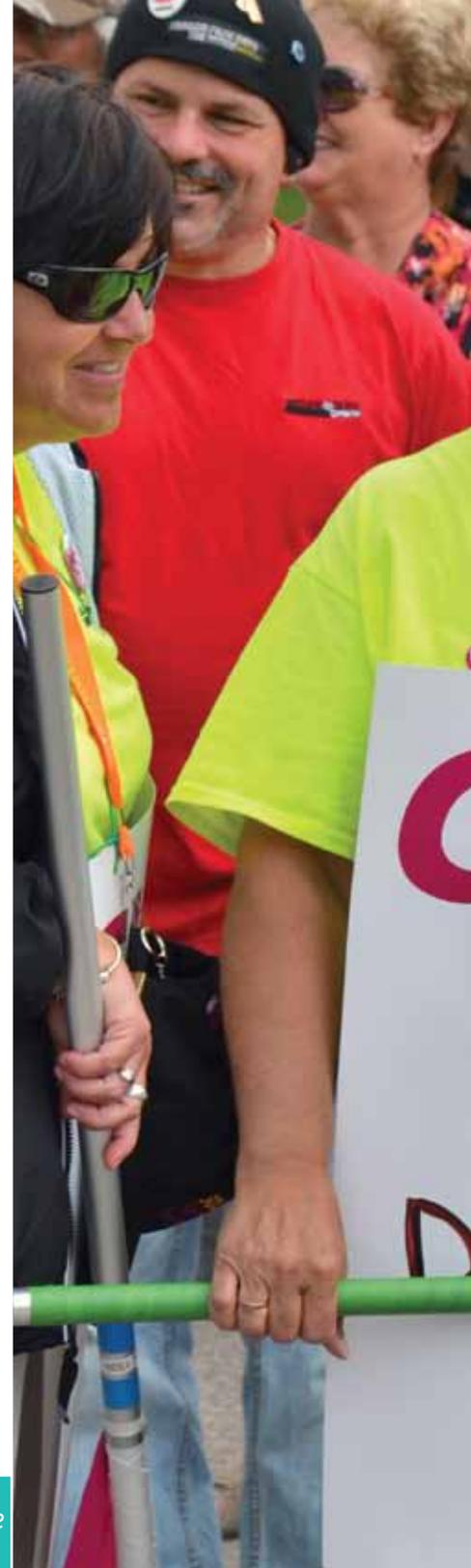
Les six membres de la section locale 4893 du SCFP, des travailleurs de la municipalité de Kensington à l'Île-du-Prince-Édouard, ont été lockoutés le 4 décembre et le lock-out a duré une semaine. La convention collective de la section locale

avait pris fin en avril 2013 et les deux parties ont été incapables d'en arriver à une entente malgré la conciliation. Les membres ont fini par obtenir un règlement qui répond à toutes les préoccupations de la section locale, y compris au chapitre des salaires.

Le 16 décembre, les travailleurs municipaux de Prince George en Colombie-Britannique ont organisé un arrêt de travail d'une journée pour exiger le respect et des salaires acceptables. Les 500 membres des sections locales 399 et 1048 du SCFP étaient sans contrat de travail depuis près d'un an. Les deux sections locales luttent aussi pour protéger les services publics contre la privatisation et repousser les concessions. La section locale a obtenu un accord de principe au début de janvier.

Au moment de mettre sous presse, deux sections locales sont en grève. Les travailleurs municipaux de Bonfield en Ontario sont en grève depuis le premier août. Les 16 membres de la section locale 4616-2 du SCFP ont dit « non » lorsque l'employeur a menacé d'imposer une convention qui permettait la sous-traitance de services publics, en plus d'imposer de nombreuses autres concessions.

Petite, mais déterminée, l'unité de négociation du SCFP à l'Université Ryerson est en lock-out depuis le 30 septembre. Les deux membres de la section locale 1281 du SCFP





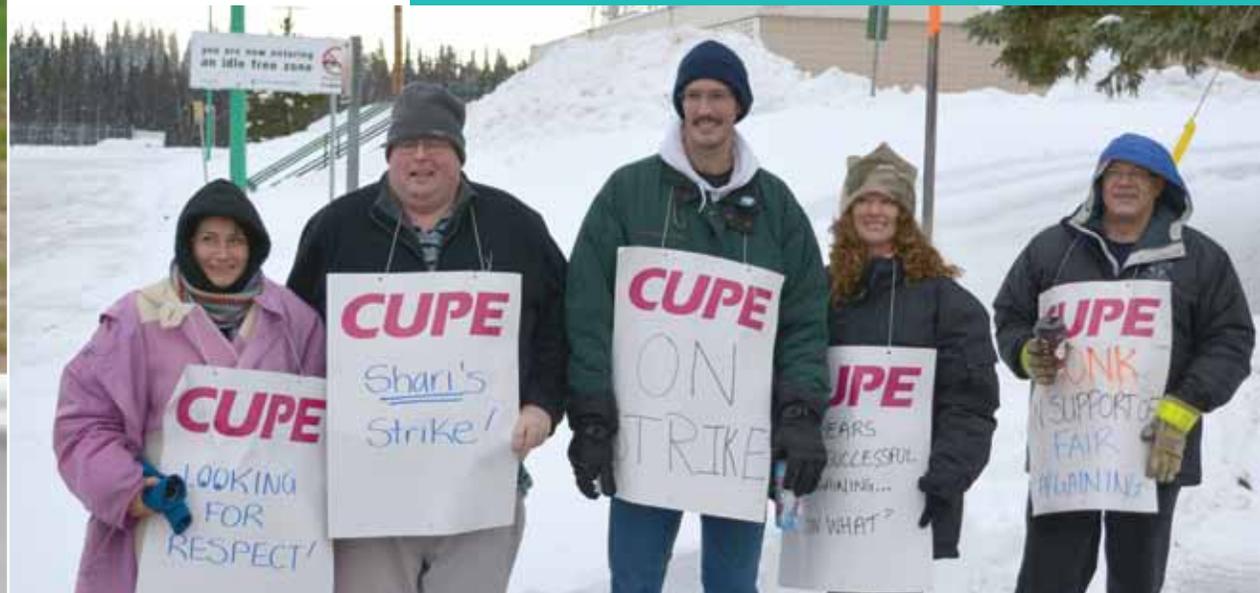
qui travaillent pour l'Association étudiante de l'éducation permanente de Ryerson (CESAR), ont été lockoutés lorsque l'employeur a quitté la table et retiré l'ensemble de son offre. Il y avait alors un écart de 2000 dollars entre les parties.

Se syndiquer pour la justice

À sa fondation, le SCFP comptait 78 000 membres. Le recrutement était une priorité à la fin du premier congrès national en 1963 et, en cinq décennies, notre syndicat est devenu le plus grand du pays.

En 2013, plus de 5800 femmes et hommes ont opté pour le SCFP. Nous accueillons chaleureusement tous les nouveaux membres du SCFP :

- les travailleurs du transport en commun de Fort McMurray en Alberta
- les travailleurs des soins de longue durée du Cap-Breton en Nouvelle-Écosse
- les techniciens et artisans de Radio-Canada au Québec
- les éducatrices en garderie de la Garrison Military Family Resource Society d'Edmonton qui ont syndiqué la première garderie en milieu militaire au Canada
- les travailleurs de l'aéroport de Kapuskasing en Ontario
- les boursiers postdoctoraux de l'Université de Toronto
- les travailleurs de soutien de la Division scolaire Prairie Spirit en Saskatchewan
- les employés de bibliothèque de Westminster en Colombie-Britannique
- les travailleurs de soutien remplaçants des conseils scolaires des régions est et ouest de l'Île-du-Prince-Édouard
- les travailleurs chargés du ramassage des ordures et des matières recyclables à Winnipeg au Manitoba



Les attaques contre le mouvement syndical et les services publics continuent et le SCFP poursuivra ses campagnes de recrutement pour assurer l'équité et le respect pour tous les travailleurs et améliorer les salaires et les conditions de travail de tous les Canadiens.

S'impliquer pour l'avenir

Au cours de l'Année des jeunes et nouveaux travailleurs qui s'est déroulée en 2013, le SCFP a été attentif aux idées et aux priorités des jeunes travailleurs. Partout au pays et à toutes les instances du syndicat, les jeunes travailleurs ont fait part de leurs suggestions et expliqué la réalité sociale, économique et politique à laquelle ils sont confrontés. Les échanges ont aussi aidé les jeunes travailleurs à mieux connaître leur syndicat et à s'y identifier davantage.

Au cours d'une session de stratégie de trois jours, plus de 50 jeunes membres du SCFP ont déterminé leurs grandes priorités d'action : intégrer le mentorat aux activités quotidiennes du SCFP, accroître l'engagement et l'orientation des nouveaux membres, créer des liens avec les jeunes avant qu'ils intègrent le marché du travail et continuer à refléter la pleine diversité des effectifs du SCFP dans l'ensemble du syndicat. Une motion adoptée par le Conseil exécutif national permettra de donner suite à de nombreux enjeux clés soulevés lors de la session de stratégie.



Parmi les activités régionales entreprises, un sondage du SCFP-Québec a révélé que les jeunes Québécois ont une haute opinion des syndicats et du rôle qu'ils jouent pour défendre les droits des travailleurs. Les jeunes comprennent que les syndicats ont amélioré la vie des travailleurs et savent qu'il reste du travail à faire en matière de discrimination, de sécurité à la retraite, de conciliation travail-famille et d'intimidation de la part des employeurs.

Au Manitoba, le SCFP a aidé les comités des droits de la personne et des jeunes travailleurs à financer le *Manuel des moins de 18 ans* produit par l'Association des droits et libertés du Manitoba. Ce guide juridique explique aux jeunes les droits de la personne et les droits en matière d'emploi dont ils bénéficient.



impliquons-
nous
SCFP
NOTRE SYNDICAT, NOTRE AVENIR.





Les efforts du SCFP destinés aux jeunes travailleurs vont de pair avec le projet *Ensemble pour un monde plus juste*, qui vise à faire participer les membres aux diverses activités du syndicat.

Lutter devant les tribunaux

Parmi les importantes batailles juridiques menées cette année, il faut mentionner celle livrée pour défendre les droits des travailleurs occasionnels. En Nouvelle-Écosse, la section locale 2094 du SCFP a déposé un grief concernant une travailleuse occasionnelle qui avait été congédiée par le Seaview Manor, un établissement de soins continus. L'employeur soutenait que le congédiement ne pouvait pas faire l'objet d'un grief en vertu de la convention collective parce

que la travailleuse était occasionnelle. L'arbitre a donné raison au SCFP et a jugé que le grief était recevable. L'employeur conteste cette décision devant les tribunaux et la cause sera entendue en 2014.

La victoire remportée au Nouveau-Brunswick en 2009 à la suite d'une contestation en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés* porte ses fruits. Une nouvelle loi qui permet enfin aux travailleurs occasionnels de faire partie de nos unités de négociation vient en effet d'être adoptée. Le SCFP négocie présentement les conditions d'emploi de ces travailleurs occasionnels. Nous luttons également pour faire inclure les occasionnels dans nos unités de négociation en Nouvelle-Écosse. Plusieurs causes contestant la politique de la Commission des

relations de travail maintenant leur exclusion sont en cours dans cette province.

Au début de 2013, en Colombie-Britannique, les membres du personnel de soutien de l'Université Simon Fraser ont remporté une victoire importante après avoir lutté pendant presque trois ans pour obtenir une convention collective. La Commission des relations de travail de la province a jugé que l'Université négociait de mauvaise foi en refusant de discuter de propositions salariales à moins que la section locale 3338 du SCFP n'accepte de modifier le régime de retraite multipartite. En juin, la section locale a conclu une entente de quatre ans sans concession avec une hausse de salaire de deux pour cent pour chacune des deux dernières années.

Mettre fin à la discrimination salariale

Les cols blancs de Montréal ont célébré la fin d'une campagne de 12 ans contre la discrimination salariale. En août, la Ville a annoncé qu'elle n'en appellerait pas d'une décision de la Commission de l'équité salariale de la province. La Commission a donné raison à la section locale 429 du SCFP qui soutenait que tous les travailleurs avaient droit à des rajustements en vertu des lois provinciales sur l'équité salariale.

Des membres du SCFP font aussi partie des milliers de travailleurs de la santé et de l'éducation au Québec qui obtiendront une hausse et une rétroactivité des salaires, les plaintes en équité salariale déposées en 2009 ayant été réglées.



Moins d'un an après avoir joint les rangs du SCFP, les travailleurs occasionnels de la Ville de Gatineau au Québec bénéficieront d'un rajustement d'équité salariale. Des centaines de membres obtiendront aussi une augmentation de salaire variant de cinq à 31 pour cent.

Le SCFP a aussi conclu d'importantes ententes en matière d'équité salariale à la bibliothèque publique de Kingston, à l'hôpital de Winchester et dans la région de Peel, où 5000 membres du SCFP se partageront près de 10 millions de dollars en rajustements.

Défendre la santé et la sécurité

Tous les travailleurs ont droit à un milieu de travail sain et sans danger. En 2013, le SCFP a utilisé l'éducation des membres, la formation, la recherche et le militantisme pour défendre ce droit et faire des gains au chapitre de la santé et de la sécurité.

Les chauffeurs d'autobus de Montréal sont devenus des panneaux-réclame ambulants dans le cadre de leur campagne contre la violence au travail. Les membres de la section locale 1983 du SCFP ont troqué leur uniforme contre des t-shirts arborant le slogan *Notre sécurité, votre sécurité*. Les publicités dans le transport en commun ont aidé à faire comprendre leurs revendications et les chauffeurs ont remporté une

immense victoire à la mi-décembre lorsque la Société de transport de Montréal a accepté d'installer, dès 2015, des caméras de surveillance dans tous ses autobus roulant la nuit.

En février, les travailleurs des hôpitaux de l'Ontario ont remporté une importante lutte dans le dossier de l'amiante lorsque l'hôpital régional de Pembroke a plaidé coupable à des accusations d'infraction à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. Les travailleurs d'entretien membres de

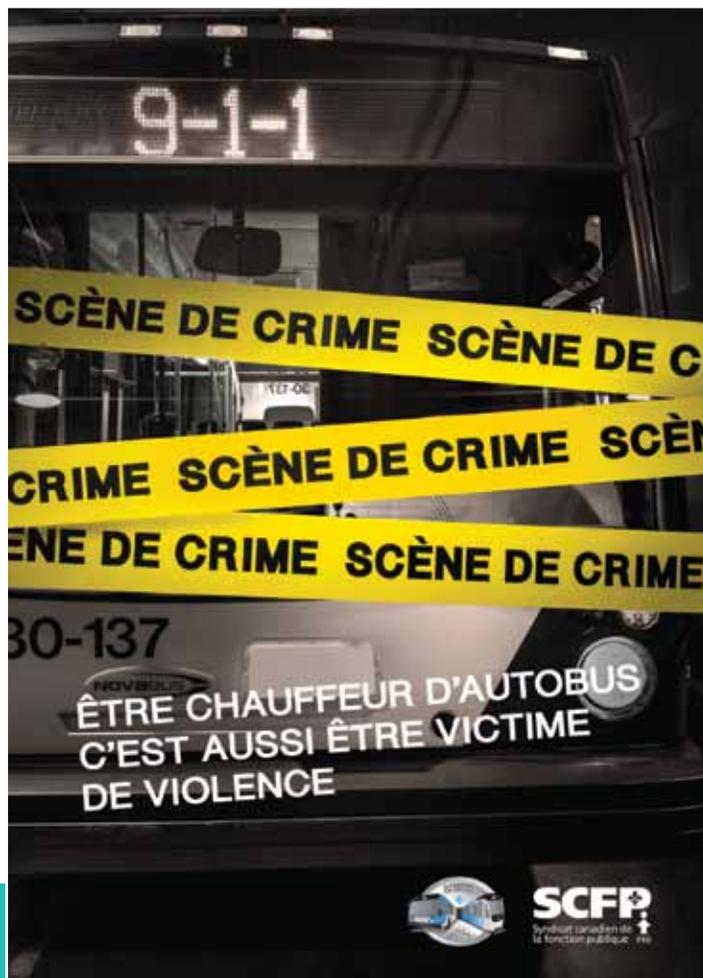
la section locale 1502 du SCFP avaient reçu l'ordre de travailler avec des matériaux contenant de l'amiante, sans équipement de protection. La section locale a déposé une plainte et a persévéré jusqu'à ce que des accusations soient portées.

En Nouvelle-Écosse, le SCFP aide les membres à trouver des moyens efficaces pour s'attaquer à la violence au travail. Le SCFP a aussi analysé les implications pour la santé et la sécurité de la loi 85 en Saskatchewan, une loi éminemment

antisyndicale. Le syndicat a également participé à l'examen des systèmes d'indemnisation des travailleurs à Terre-Neuve-et-Labrador et en Ontario, ainsi qu'à celui de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* du Manitoba.

La section locale 4705 du SCFP et la Ville de Sudbury, avec l'appui du Centre de santé des travailleurs de l'Ontario, ont élaboré une nouvelle ressource en ligne fort utile pour prévenir les blessures au dos reliées au travail des ambulanciers paramédicaux.

Le SCFP étudie aussi les dangers du travail effectué seul. Le syndicat a mené un sondage en ligne auprès des membres. Plus de 4000 répondants avaient participé au sondage à la fin de 2013. Le Comité national de santé et de sécurité du SCFP utilisera cette information pour trouver des façons de protéger les membres du SCFP contre les risques additionnels associés au travail effectué seul.



Solidarité en action

Nos membres ont à cœur les communautés dans lesquelles ils vivent et travaillent. Le SCFP aussi.



Nous négocions et revendiquons des améliorations aux conditions de travail qui profitent à tous. Les salaires et les impôts que paient nos membres soutiennent l'économie locale. Les membres du SCFP jouent un rôle actif dans leurs communautés, se préoccupent du sort de leurs concitoyens et répondent présents lorsqu'il faut se serrer les coudes.

S'unir pour un secteur public fort

En 2013, le SCFP a financé 57 campagnes à frais partagés avec des sections locales ou des divisions, pour un total de 3,2 millions de dollars. Nous avons également investi 2,5 millions de dollars dans la lutte contre la privatisation aux niveaux local, provincial et national. Ensemble, nous avons défendu de nombreux services publics. Voici quelques exemples des luttes que nous avons menées.

À Victoria, la section locale 50 du SCFP a appuyé un groupe communautaire qui voulait empêcher la privatisation de la piscine publique Crystal. La section locale 50 a fait un lobbying efficace au conseil municipal de Victoria afin que la Ville continue à assurer la collecte des ordures dans les cours arrière, un service important pour les personnes à mobilité réduite.

À Winnipeg, la campagne de lutte à la privatisation menée par la section locale 500 du SCFP a été couronnée de succès ce printemps. Grâce à des mois d'implication communautaire et à une solide campagne de sensibilisation, les travailleurs municipaux ont empêché la vente et la location des terrains de golf de Winnipeg, dont la propriété et l'exploitation étaient publiques.

Pour la première fois, le service d'autobus scolaires sera fourni par huit membres de la section locale 1560 du SCFP de la région métropolitaine de Saint-Jean à Terre-Neuve-et-Labrador. En août, le district scolaire a proposé à la section locale un projet pilote d'un an visant à rapatrier à l'interne le service de transport par autobus, qui était auparavant sous-traité à des exploitants indépendants.

À Québec, le litige causé par la privatisation des services de collecte des ordures a pris fin en juin. Un arbitre a donné raison aux cols bleus et a ordonné à la Ville de verser à la section locale 1638 du SCFP une indemnisation de plus de 1,5 million de dollars. Les services de gestion des ordures de la Ville avaient été privatisés en 2010, en violation de la convention collective. Les cols bleus luttent aussi contre la privatisation des services d'horticulture et d'entretien ménager.



Le SCFP-Alberta a lutté aux côtés des résidents de trois coopératives d'habitation d'Edmonton et du NPD provincial pour obtenir une annulation partielle de la privatisation des soins à domicile. Les coopératives géraient les soins à domicile pour les résidents handicapés jusqu'à ce que le gouvernement provincial décide de sous-traiter ces soins à des exploitants privés. Une campagne publique ciblée a obligé le gouvernement à reculer.

Les travailleurs de la Société d'aide à l'enfance de Hamilton, membres des sections locales 3042 et 3899 du SCFP, ont mené une campagne efficace pour préserver les services offerts aux enfants et aux jeunes à risque. Les membres ont empêché que les journées de fermeture décrétées par l'agence à cause du sous-financement provincial se

matérialisent. Les travailleurs continueront à sensibiliser la population au sous-financement et aux compressions et feront pression sur le gouvernement libéral pour obtenir un financement adéquat.

S'allier à la communauté pour défendre les services

À Winnipeg, les travailleurs des soins de longue durée membres des sections locales 2719 et 3729 du SCFP sont passés à l'action en octobre pour obtenir de meilleurs niveaux de dotation en personnel dans les établissements de soins de longue durée. Ils ont organisé des piquets d'information, ont manifesté devant l'Assemblée législative du Manitoba en compagnie d'autres syndicats et ont rencontré le ministre provincial de la Santé. En signe de solidarité, les membres du



SCFP se sont aussi rendus sur les piquets de grève que les travailleurs des soins de longue durée représentés par les Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce ont érigés en septembre.

Le SCFP-Saskatchewan a organisé des barbecues communautaires cet été pour attirer l'attention sur le coût élevé, pour les communautés, les patients et les résidents, de la privatisation des services de blanchisserie dans les hôpitaux. Des résidents, des alliés de la communauté et d'autres syndicats de Moose Jaw, Prince Albert, Weyburn et Yorkton qui ont participé à ces barbecues ont écouté avec intérêt les travailleurs des blanchisseries parler des services qu'ils fournissent.

Le 20 novembre, à l'occasion de la Journée nationale de l'enfant, les

travailleurs des services sociaux membres du SCFP se sont réunis à Toronto pour protester contre les compressions dans les programmes et services destinés aux enfants. Les membres ont fait part de leur expérience respective avec les enfants et, ce faisant, illustré le bien fondé de leur campagne en faveur d'un meilleur financement des programmes. À l'Assemblée législative de l'Ontario, ils ont distribué les rubans bleus de la Journée nationale de l'enfant, en plus de faire du lobbying auprès des députés. La motion de la députée Cindy Forster invitant les députés à porter les rubans bleus a été adoptée à l'unanimité.

Le Conseil des syndicats d'hôpitaux du Nouveau-Brunswick (section locale 1252 du SCFP) a lancé une grande campagne d'opposition aux

compressions budgétaires imposées par le gouvernement. Les services de blanchisserie ont déjà été frappés, quatre hôpitaux ayant fermé le leur pour envoyer le linge vers d'autres établissements. Avec tout le linge sale qui s'accumule, le SCFP attire l'attention sur le problème et organise des assemblées publiques pour résister à d'autres compressions.

Les cols bleus de Montréal ont fait le lien entre la sous-traitance et la corruption dans leur campagne *Nettoyons Montréal*. Les membres de la section locale 301 du SCFP ont profité des élections municipales pour mettre en valeur le savoir-faire interne. Ils ont souligné que le rapatriement du travail à l'interne favoriserait la transparence et l'efficacité, en plus de diminuer les coûts.

Les travailleurs de la santé et des services sociaux du Québec ont lancé la deuxième phase d'une importante campagne sur les héros méconnus de ce secteur. Le Conseil provincial des affaires sociales du SCFP a créé le mot « périsoignant » pour décrire les milliers de travailleurs essentiels à la santé et au bien-être des personnes qui comptent sur le réseau public de la santé et des services sociaux. Le Conseil a diffusé une grande campagne publicitaire télévisuelle en février.

Une coalition de travailleurs de première ligne des conseils scolaires de l'Alberta a profité de l'ouverture de la session parlementaire à l'automne pour dénoncer les compressions systématiques dans le secteur de l'éducation. Les membres du SCFP et d'Unifor ont fait valoir que les compressions



entravent la capacité des écoles à assurer des milieux d'apprentissage sécuritaires et productifs pour les élèves du secteur primaire et secondaire de l'Alberta. La porte-parole du NPD en matière d'éducation, Deron Bilous, a participé à l'activité Kids not Cuts (Les enfants, pas les compressions) organisée par le SCFP.

L'eau est un droit fondamental

En compagnie d'organisations environnementales, le SCFP-Colombie-Britannique a participé aux consultations sur la nouvelle loi sur la gestion durable des ressources en eau (*Water Sustainability Act*) de la province. Le SCFP demande l'adoption de règles qui assureront le contrôle public et la reddition de comptes, protégeront l'environnement, interdiront explicitement la création ou la croissance de marchés de l'eau et reconnaîtront le rôle crucial joué par les Premières Nations dans l'élaboration de la loi et des politiques.

La section locale 402-01 du SCFP continue à appuyer le Comité de l'eau de White Rock (White Rock Accountable Water Committee) dans ses efforts visant à ramener le système de distribution de l'eau potable de la communauté dans le domaine public. Plus tôt cette année, la communauté a convaincu le conseil municipal de racheter les installations d'eau qui appartenaient à l'entreprise EPCOR depuis 2005.

La section locale 1978 du SCFP poursuit sa longue bataille pour garder le nouveau système de traitement des égouts de la grande région de Victoria public. La section locale demande au District régional de la capitale de revenir sur sa décision de recourir à un financement en PPP et de signer un contrat en PPP de 25 ans pour le centre de production d'énergie à partir des matières solides.

Les cols bleus de Regina, membres de la section locale 21 du SCFP, ont aidé à fonder, puis appuyé le comité Eaux aguets de Regina. La coalition

citoyenne a obligé la tenue d'un référendum sur le projet de PPP à l'usine de traitement des eaux usées. Même si le résultat du vote a été amèrement décevant, la coalition reste active et garde les élus municipaux à l'oeil. Des travailleurs et des groupes communautaires continuent aussi la lutte à Saint-Jean au Nouveau-Brunswick, où la Ville a annoncé la création d'un PPP pour son usine de distribution de l'eau potable.

Travailler pour une économie équitable

La campagne du 10 % (Ten Percent Shift) du SCFP-Colombie-Britannique a encore le vent dans les voiles. L'initiative a pour but d'expliquer les avantages économiques de soutenir les entreprises locales des communautés et régions de la Colombie-Britannique. Des campagnes similaires prennent aussi de l'ampleur sur la côte est, notamment en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

Le SCFP-Ontario participe à une campagne de lutte contre la pauvreté ciblant la hausse des prestations d'aide sociale (Raise the Rates). En organisant des rassemblements, des activités communautaires et d'autres événements publics, le SCFP et ses alliés font pression sur le gouvernement libéral pour qu'il augmente les prestations d'aide sociale de 55 pour cent, hausse le salaire minimum à 14 dollars l'heure et rétablisse un important programme aidant les prestataires d'aide sociale à trouver un logement et à le garder.

S'entraider

De nombreux actes de générosité et de solidarité témoignent puissamment de l'engagement des membres du SCFP à l'égard de leurs communautés.

Après les terribles inondations survenues en Alberta, le SCFP a remis 136 850 dollars pour les efforts de secours et l'aide aux victimes. Le SCFP national a donné

25 000 dollars à la Croix-Rouge de l'Alberta. Les sections locales du SCFP ont versé plus de 65 000 dollars aux organisations de secours et ont donné près de 7000 dollars en cartes-cadeaux d'épicerie aux membres du SCFP évincés de leur domicile. En outre, le syndicat a recueilli plus de 40 000 dollars auprès de membres du SCFP-Alberta et du SCFP-Colombie-Britannique, une somme qui a été divisée entre les membres du SCFP des 22 localités touchées par les inondations.

Lorsque la Ville de Lac-Mégantic a été frappée par une catastrophe ferroviaire en juillet, le SCFP-Québec a posé des gestes d'appui et de solidarité. Ses membres, dont 30 000 cols blancs et cols bleus possédant de l'expérience en efforts de secours et de reconstruction, ont répondu à l'appel. Le SCFP-Québec a versé 10 000 dollars à un fonds d'aide spécial et le secrétaire général Denis Bolduc s'est rendu dans la ville dévastée pour y rencontrer la mairesse Colette Roy-Laroche. Le SCFP national a





pour sa part contribué à l'effort de reconstruction à hauteur de 25 000 dollars.

Les membres du SCFP à l'emploi d'un foyer pour personnes âgées d'Edmonton ont été choqués lorsque le nouveau karaoké des pensionnaires a été volé juste avant Noël 2012. Le matériel avait été payé grâce à une activité de financement et ne pouvait pas être remplacé. La section locale 41 a donc offert un nouveau karaoké à l'hôpital général d'Edmonton en avril.

À la demande de la plus grande banque alimentaire de Winnipeg, la section locale 500 du SCFP a fourni 200 bouteilles d'eau réutilisables pour aider les itinérants à se

rafraîchir pendant la canicule du mois d'août.

En décembre, la section locale 255 du SCFP a donné 10 000 dollars aux banques alimentaires des comtés ontariens de Bruce, Grey, Huron et Wellington. L'argent sera réparti entre 17 organismes. La section locale 255 représente plus de 180 travailleurs municipaux de la région. Les membres du SCFP de l'Île-du-Prince-Édouard ont recueilli plus de 10 000 dollars en deux ans dans le cadre de la campagne des timbres de Pâques pour aider les enfants ayant des difficultés d'apprentissage. La campagne cible les écoles de la province où les membres du personnel de soutien en éducation du SCFP travaillent auprès de ces enfants. Tout a commencé avec un

don de 1000 dollars de la section locale 805 du SCFP, puis le mouvement a pris de l'ampleur et s'est étendu à toute la division. Le SCFP national a pour sa part versé une somme égale à celle recueillie localement.

En juin, les travailleurs municipaux de 15 collectivités ont convergé vers Québec pour participer au 22^e tournoi annuel de softball intermunicipal et intersyndical. L'événement était organisé par la section locale 1638 du SCFP qui regroupe les cols bleus de la Ville de Québec. Le tournoi a permis d'amasser 12 000 dollars pour l'Opération Enfant Soleil, une organisation qui finance des soins spécialisés pour enfants malades.

Permettre aux membres de parler d'une voix plus forte

Le SCFP possède le plus grand service de recherche de tous les syndicats canadiens. Il peut ainsi aider ses membres et ses alliés à comprendre les implications d'une nouvelle loi et proposer des solutions de rechange constructives. En 2013, les recherchistes ont produit des fiches d'information sur de nombreux sujets, comme

l'assurance-emploi, les cotisations syndicales et la formule Rand, les lois dites du « droit au travail », les projets de loi C-377, C-4 et C-525, la décision de l'Organisation mondiale du commerce sur la *Loi sur l'énergie verte*, la bonification du Régime de pensions du Canada et les obligations d'impact social.

Les recherchistes ont porté les revendications des membres du SCFP à tous les niveaux de gouvernement en présentant des mémoires et des rapports sur de nombreux enjeux, dont le réacheminement des déchets, l'électricité, les cliniques de plasma privées, les PPP, la sécurité aérienne, les budgets, le salaire minimum, le travail précaire, le plan énergétique à long terme de l'Ontario, la restructuration des soins de santé, le financement social et l'assurance-maladie privée au Québec.

Les recherchistes et les membres du SCFP ont aussi contribué aux discussions syndicales internationales en participant à un forum de l'Organisation internationale du travail sur l'avenir de l'aviation civile, à une réunion de l'Internationale des services publics qui regroupait en septembre

des syndicats du secteur de l'énergie du monde entier et à la conférence internationale *Syndicats pour la démocratie énergétique* en octobre.

Tracer les voies du changement

Cette année, le SCFP a adopté sa première politique nationale sur l'environnement. Avec *Travailler en harmonie avec la Terre*, le SCFP s'est doté d'un plan d'action clair. La politique explique en effet ce que les travailleurs peuvent faire pour aider à réduire les émissions de gaz à effet de serre qui causent les changements climatiques, en plus de proposer des mesures d'adaptation au réchauffement de la planète. Elle aborde aussi des enjeux comme l'eau, l'énergie, les déchets, les toxines environnementales, les emplois verts et le virage vert dans les milieux de travail du SCFP. La politique incite le SCFP à réduire les émissions de gaz à effet de serre causées par ses propres activités.

La nouvelle *Politique du SCFP en matière de VIH-sida : une réponse en milieu de travail à la pandémie* est aussi entrée en vigueur. Le document préconise des mesures à





prendre pour veiller à ce que les travailleurs séropositifs et ceux qui travaillent ou qui vivent avec des personnes séropositives bénéficient de toute la protection offerte par les droits de la personne et les droits du travail.

Autre élément-clé, le SCFP a lancé une nouvelle publication sur les diverses facettes de l'éducation postsecondaire au Canada. On y traite notamment de financement public, de privatisation et de dette étudiante. Le document intitulé *Éducation postsecondaire : nos*

choix, notre avenir présente le rôle, les réalisations et les positions du SCFP dans ce secteur.

Se brancher pour un monde plus juste

L'équipe des médias sociaux du SCFP a profité de l'attention accrue suscitée par notre congrès du 50^e anniversaire pour élargir considérablement notre auditoire. Les résultats sont impressionnants :

- Nous avons fait grimper le nombre de personnes qui « aiment » notre page Facebook de 6000 à 10 000.
- Environ 8000 personnes ont visité scfp.ca en octobre et plus de 63 000 pages ont été sélectionnées durant cette période.
- Plus de 6000 gazouillis (tweets) portant sur le congrès ont été acheminés à des centaines de milliers d'utilisateurs.
- Durant le congrès, nous avons rejoint jusqu'à 85 000 personnes sur Facebook chaque jour.
- Pour la première fois de son histoire, le SCFP a diffusé en direct les faits saillants du congrès.

Dans le cadre de ses efforts pour accroître sa présence en ligne, le SCFP a aussi aidé 115 sections locales, divisions et conseils à lancer ou à relancer leur site Web.

Apprendre ensemble

Comme connaissance est synonyme de pouvoir, le SCFP continue à mieux outiller les travailleurs grâce à l'éducation syndicale. Cette année, plus de 14 000 membres de 1055 sections locales ont pris part aux programmes d'éducation du SCFP et ont acquis le bagage et les compétences nécessaires pour être de solides défenseurs des droits dans leurs milieux de travail, leur

syndicat et leurs communautés. La Direction du développement syndical a aussi formé 50 nouveaux membres-animateurs. À l'heure actuelle, 390 membres aident à animer les programmes nationaux d'éducation d'un bout à l'autre du Canada.

Le cours d'introduction au travail de délégué syndical a été l'un de nos ateliers les plus populaires. C'est signe qu'un plus grand nombre de membres souhaitent s'impliquer au sein de leur syndicat et défendre l'équité. De nouveaux cours sont aussi en développement. En Colombie-Britannique, le SCFP a mis à l'essai un atelier sur l'aide à apporter aux membres qui subissent du stress au travail et éprouvent des problèmes de santé mentale, ainsi qu'un autre sur les moyens à prendre pour communiquer plus efficacement avec nos membres.

Notre Direction du développement syndical a aidé à élaborer et à lancer le projet *Ensemble pour un monde plus juste*. Elle a produit des documents de formation, en plus d'animer des sessions de « formation pour les formateurs » dans toutes les régions. Notre personnel collabore aussi avec le CTC dans le cadre de cette initiative.

Célébrer cinquante ans de progrès

En 2013, nous avons célébré notre 50^e anniversaire et les réalisations

passées de notre syndicat ont été une importante source d'inspiration tout au long de l'année. Nous avons fait de la collecte et de la sauvegarde de matériel évoquant l'histoire du SCFP une priorité. D'importants documents ont été numérisés et indexés dans une base de données facile d'utilisation. Ils seront aussi versés à la collection nationale de Bibliothèque et Archives Canada. Le SCFP recueille également des épinglettes des sections locales afin de les exposer au bureau national et ainsi préserver un autre pan important de l'histoire de notre syndicat.

Pour célébrer d'un océan à l'autre, nous avons produit un dépliant spécial pour chaque congrès de division provinciale. Le Conseil exécutif national du SCFP a pour sa part souligné la naissance du syndicat en organisant un événement spécial au bureau national le 25 septembre.

Notre congrès national a été l'un des points forts de 2013. Le passé et le présent se sont entremêlés grâce à une série de vidéos racontant notre riche et fier passé. On peut les visionner sur scfp50.ca. Le kiosque du 50^e anniversaire au Village du SCFP a aussi attiré beaucoup de délégués qui voulaient partager l'histoire de leur section locale et se procurer la magnifique série d'affiches commémoratives.

Le SCFP a 50 ans
Fiers de notre passé,
prêts pour l'avenir



Unis pour l'avenir

Notre syndicat ne manque pas de défis à relever. Heureusement, nous avons l'énergie et la détermination voulues pour réussir. Nous pouvons aussi compter sur le plan ambitieux et porteur d'espoir dont nous nous sommes dotés au congrès national du 50^e anniversaire.

Notre projet *Ensemble pour un monde plus juste* resserrera les liens unissant nos membres et accroîtra la force de notre syndicat. Pour y parvenir, nous devons tenir des centaines de milliers de conversations pour joindre tous nos membres. Nous serons ainsi encore mieux préparés pour résister aux attaques lancées contre le mouvement syndical et les autres forces progressistes.

Du 6 au 9 octobre prochain à Toronto, des membres participeront au Conseil national des secteurs afin d'accroître notre pouvoir de négociation. Il s'agira d'une première historique. Cette rencontre nous aidera à défendre les emplois et les services publics. Nous serons d'ailleurs fermes dans nos demandes et exigerons de meilleurs salaires. Nous sommes prêts à relever ces défis à la table de négociations. Notre projet de littératie économique fournira aux membres les outils dont ils ont besoin pour riposter

aux attaques lancées contre nos salaires, nos régimes de retraite, nos avantages sociaux et nos conditions de travail. Nous défendrons une économie qui profite aux travailleurs canadiens, aux familles et aux collectivités où nous vivons, plutôt qu'aux banques et aux grandes entreprises.

Tout en nous mobilisant pour faire élire un gouvernement néo-démocrate aux prochaines élections fédérales, nous continuerons à lutter pour protéger les services et les programmes que nous chérissons et sur lesquels nous comptons. Nous poursuivrons le combat tant que nous n'aurons pas obtenu une bonification du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec, un meilleur programme d'assurance-emploi et un programme national de garde à l'enfance. Nous maintiendrons aussi la pression pour renforcer notre système public de soins de santé.

À la fin de notre congrès de fondation, Stan Little, le premier président national du SCFP, a énoncé les grandes priorités du nouveau syndicat : lutter pour le droit à la libre négociation collective, recruter des membres et empêcher la sous-traitance. Nous avons suivi ses conseils et notre syndicat est devenu l'organisation solide et progressiste qu'elle est aujourd'hui.

Nos réalisations sont impressionnantes. Nous savons toutefois que le travail n'est pas terminé. Au cours du prochain demi-siècle, nous ferons de notre syndicat une force encore plus inclusive, représentative, engagée et à l'écoute. Avec cette force sans cesse renouvelée, nous lutterons pour la justice et le bien commun.

Ensemble, nous bâtirons un Canada meilleur.





SCFP / *Syndicat canadien
de la fonction publique*

1375, boulevard Saint-Laurent – Ottawa, Ontario K1G 0Z7 – 613.237.1590 – scfp.ca – [@scfpnat](https://twitter.com/scfpnat)